

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**



ADDITIF

Quarante-quatrième session
Documents officiels

Supplément No 13

(A/44/13)

17 octobre 1989

NEW YORK

**RAPPORT DU COMMISSAIRE GENERAL DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE
TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE PALESTINE
DANS LE PROCHE-ORIENT**

Additif

1. Le présent additif au rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à l'Assemblée générale 1/ présente des renseignements sur le bilan financier de 1988, la situation financière à ce jour en 1989 et le budget de l'Office pour 1990 qui, une fois ajusté et définitivement mis au point en tant que budget de fonctionnement, sera approuvé par le Commissaire général aux fins de l'ouverture des crédits pour 1990.

2 Une aide est aussi accordée directement aux réfugiés de Palestine par les gouvernements des pays de la zone d'activité de l'Office. On trouvera à l'annexe I les éléments d'information fournis à ce sujet par les gouvernements concernés.

I. BILAN FINANCIER DE 1988

3. Les recettes de l'Office au titre de son fonds général et des activités en cours se sont élevées en 1988 à 206,1 millions de dollars. Pour assurer la poursuite des programmes ordinaires au rythme prévu, l'Office a dépensé 204,3 millions de dollars, soit 1,8 million de moins que les recettes. Ce solde lui a permis de réapprovisionner son fonds de roulement, sévèrement entamé. La réserve que celui-ci constitue se chiffre actuellement à 29,3 millions de dollars, ce qui est jugé insuffisant compte tenu de l'ampleur des activités de l'Office et des modalités de son financement. La situation financière de l'Office doit encore être renforcée pour cesser d'être par trop précaire.

4. Pour 1988, un montant de 14,9 millions de dollars avait été prévu pour le financement de travaux de construction et de projets spéciaux. Sur ces prévisions de dépenses, 6,8 millions de dollars ont été financés à l'aide de contributions spéciales et 2,3 millions de dollars grâce au Fonds général.

II. SITUATION FINANCIERE EN 1989

5. Le projet de budget consolidé que l'Office a présenté à l'Assemblée générale pour 1989 était de 233,6 millions de dollars (202,6 millions de dollars pour le Fonds général, 16,4 millions de dollars pour le financement des activités en cours et 14,6 millions de dollars pour le financement de projets spéciaux et de travaux de construction). Ce budget initial a été ensuite ajusté compte tenu de la dévaluation du dinar jordanien intervenue au cours du deuxième semestre de 1988, qui a permis de le ramener à 227,4 millions de dollars. Ainsi révisé, le budget de fonctionnement de l'Office a été approuvé par le Commissaire général en décembre 1988 aux fins des engagements de dépenses.

6. Au moment où le présent rapport a été élaboré, l'Office comptait sur des recettes d'un montant total de 179,3 millions de dollars, à inscrire en tant que ressources en espèces au chapitre du budget concernant le Fonds général (180 millions de dollars). Le chapitre du budget relatif aux activités en cours est intégralement financé, mais, en revanche, celui qui concerne les travaux de construction et les projets spéciaux fait apparaître un écart d'environ 11,4 millions de dollars entre les recettes et les prévisions de dépenses (voir l'annexe II, qui met en parallèle les prévisions budgétaires et le montant total des recettes effectivement annoncées). Ce manque à recevoir au titre des travaux de construction et des projets spéciaux obligera à différer l'exécution de travaux, pourtant bien nécessaires, de construction et de rénovation de bâtiments scolaires, d'installations sanitaires et d'autres installations destinées aux programmes de secours tant que l'Office ne disposera pas de fonds supplémentaires. Les services d'enseignement en souffriront en ce sens que les coûts d'exploitation seront supérieurs à ce qu'ils devraient être normalement, l'Office étant contraint de continuer à louer pour ses écoles des bâtiments inadéquats. Outre les frais de location, ces locaux loués nécessitent généralement davantage d'enseignants que les écoles habituelles de l'Office, étant donné que les salles de classe, n'ayant pas les dimensions voulues, ne peuvent accueillir qu'un nombre réduit d'élèves.

7. La situation financière de l'Office est très sensible aux fluctuations des taux de change de certaines monnaies, qui revêtent une importance spéciale pour l'Office, car elles affectent tantôt ses recettes, tantôt ses dépenses. La baisse du dollar jordanien intervenue en 1989 s'est traduite initialement par des économies substantielles, qui ont permis à l'Office de diminuer ses dépenses en dollars des Etats-Unis, mais il a dû en revanche relever sensiblement les traitements de son personnel local exprimés en monnaie locale. Les nouvelles augmentations qui pourraient s'avérer nécessaires risquent bientôt d'annuler complètement les gains de change enregistrés jusqu'ici.

III. OPERATIONS DE SECOURS D'URGENCE

8. Outre les activités ordinaires financées grâce à son budget, l'Office gère actuellement deux budgets supplémentaires, destinés à financer les opérations de secours d'urgence au Liban, sur la Rive occidentale et à Gaza. Les dépenses prévues à ce titre pour 1989 s'élevaient à 18,7 millions de dollars pour le Liban et à 25,1 millions de dollars pour la Rive occidentale et Gaza. Ces deux budgets n'ont pas encore été arrêtés pour 1990; si les opérations de secours doivent se poursuivre en 1990, elles devront être financées à part, en sus du financement requis au titre du budget ordinaire de l'Office. Un budget supplémentaire est aussi prévu tout spécialement pour l'amélioration de l'infrastructure dans les camps de réfugiés sur la Rive occidentale et à Gaza. L'Office s'est fixé un objectif total de 65 millions de dollars pour les dons destinés à ce programme; à ce jour, un montant de 30,3 millions de dollars lui a été annoncé par divers donateurs.

IV. PLAN A MOYEN TERME

9. Le plan à moyen terme (quatrième révision annuelle) de l'Office porte sur les programmes, les activités opérationnelles et les prévisions financières pour la période 1990-1992, une importance particulière étant donnée aux trois programmes de fond : enseignement, santé et secours. Ce plan définit des objectifs à long terme et des objectifs spécifiques à court terme, des stratégies et des priorités en matière de programmes, des plafonds budgétaires et des orientations de gestion, le tout visant à permettre à l'Office de s'acquitter de son mandat au cours des prochaines années. Les projections de dépenses qui figurent dans le plan à moyen

terme ont été maintenues à un niveau qui correspond au niveau de financement escompté au cours des trois prochaines années. Le plan à moyen terme a servi à définir les grandes orientations qui ont été retenues aux fins de l'établissement du budget pour 1990.

10. Conformément à la pratique adoptée en 1985, le projet de budget de l'Office pour 1990 est présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session dans le présent additif au rapport du Commissaire général. Ce projet de budget se subdivise en trois parties : a) Fonds général; b) activités en cours; c) travaux de construction et projets spéciaux.

V. PROJET DE BUDGET POUR 1990

A. Renseignements généraux

11. Le projet de budget pour 1989 tel qu'il a été présenté à l'Assemblée générale en octobre 1988 se chiffrait à 233,6 millions de dollars, dont 209,8 millions de dollars au titre des ressources en espèces et 23,7 millions de dollars au titre des apports en nature (produits alimentaires essentiellement). Ces estimations découlaient dans une large mesure des calculs faits pour convertir les monnaies locales en dollars des Etats-Unis, sur la base des taux de change pratiqués par l'ONU en septembre 1988. Toutefois, tout au long du deuxième semestre de 1988, le dinar jordanien - l'une des principales monnaies concernées - a sensiblement fléchi vis-à-vis du dollar des Etats-Unis, ce qui s'est traduit initialement par des économies budgétaires très substantielles pour l'Office. Au vu de cette situation, le Commissaire général a décidé, à la fin de 1988, de réduire d'environ 6 millions de dollars les prévisions budgétaires qui avaient été présentées à l'Assemblée générale. Le budget de fonctionnement de l'Office pour 1989 s'est ainsi trouvé ramené à 227,4 millions de dollars (voir tableau 1).

12. S'il est possible que, pendant un certain temps encore, les fluctuations des taux de change permettent occasionnellement de réaliser des économies, on ne peut pas présumer que les effets de ces fluctuations se prolongeront indéfiniment. Cela étant, on a prévu dans le budget pour 1990 des ressources suffisantes pour faire face aux augmentations de coûts éventuelles. Le montant total des prévisions budgétaires pour 1990 a ainsi été fixé à 242,3 millions de dollars, soit 6,5 % de plus que le budget de fonctionnement (réduit) de 1989 approuvé par le Commissaire général, mais seulement 3,7 % de plus que les prévisions initiales qui avaient été présentées à l'Assemblée générale en octobre 1988. Par rapport à celles-ci, le pourcentage d'augmentation est de 2,2 % pour les ressources en espèces, mais pour les apports en nature - qui représentent environ un neuvième du montant total du budget - il est de 17,5 %. Ce gonflement considérable des prévisions quant aux apports en nature résulte en partie de la nécessité de distribuer un volume plus important de produits alimentaires, vu l'augmentation du nombre de cas d'aide à des personnes particulièrement nécessiteuses, qui sont par définition les réfugiés de Palestine les plus démunis, mais il est dû essentiellement à une hausse sensible des prix mondiaux des produits alimentaires, phénomène qui, manifestement, échappe entièrement au contrôle de l'Office.

B. Fonds général

13. Le budget du Fonds général représente les ressources minimales dont l'Office a besoin pour exécuter ses grands programmes (enseignement, santé et secours) et entretenir ses installations. Les dépenses renouvelables qu'entraîne l'exécution de ces programmes comprennent les dépenses de personnel et d'autres objets de

dépense (fournitures consommables, transports, services contractuels, dons et subventions). Chacun de ces grands programmes est exposé de façon plus détaillée dans les sections qui suivent.

14. Pour 1990, les prévisions budgétaires du Fonds général s'élèvent à 208,3 millions de dollars, dont 189,5 millions de dollars au titre des ressources en espèces et 18,8 millions de dollars au titre des apports en nature (produits alimentaires et services). Ce chiffre représente une augmentation de 11,3 millions de dollars, soit 5,7 %, par rapport au budget approuvé pour le Fonds général en 1989 (voir tableau 1, sect. A).

C. Financement des activités en cours

15. En 1989, les activités en cours de l'Office (voir annexe III) auront été intégralement financées par des contributions spéciales annoncées par divers donateurs. Pour 1990, elles nécessiteront un montant estimatif de 19,1 millions de dollars, soit 3,5 millions de dollars (22,6 %) de plus qu'en 1989. Cette augmentation résulte essentiellement d'une nouvelle évaluation du coût des produits alimentaires (voir tableau 1, sect. B).

D. Travaux de construction et projets spéciaux

16. En raison des difficultés financières de ces dernières années, l'Office a dû renoncer à exécuter plusieurs projets de construction fort nécessaires. Il lui faudra trouver en 1990 les ressources requises pour construire des écoles, des dispensaires et autres installations, afin d'assurer aux réfugiés de Palestine des services d'une qualité acceptable. Une fois mené à terme, ce programme de construction permettrait à l'Office d'exécuter ses programmes plus efficacement et à moindre coût. En 1989, les dépenses prévues (14,9 millions de dollars) n'ont pu être couvertes qu'en partie, si bien qu'un certain nombre de projets ont dû être reportés à 1990 (voir tableau 1, sect. C). Si l'Office ne trouve pas les fonds requis pour construire ces installations si nécessaires, il devra louer de nouveaux locaux, ce qui augmentera le montant total de ses dépenses de fonctionnement.

Tableau 1

Budget approuvé de 1989 et projet de budget pour 1990

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

| | 1989 | | | 1990 | | |
|---|--------------------------|----------------------|----------------|--------------------------|----------------------|----------------|
| | Budget approuvé | | | Projet de budget | | |
| | Ressources en espèces | Apports en nature | Total | Ressources en espèces | Apports en nature | Total |
| A. FONDS GENERAL | | | | | | |
| I. Services d'enseignement | | | | | | |
| Enseignement primaire élémentaire | 54 210 | 21 | 54 231 | 57 188 | 16 | 57 204 |
| Enseignement primaire supérieur | 34 324 | 28 | 34 352 | 35 357 | 19 | 35 376 |
| Formation professionnelle et technique | 6 962 | 883 | 7 845 | 6 837 | 805 | 7 642 |
| Autres activités | 7 518 | 715 | 8 233 | 6 011 | 799 | 6 810 |
| Total I | 103 014 | 1 647 | 104 661 | 105 393 | 1 639 | 107 032 |
| II. Services de santé | | | | | | |
| Services médicaux | 23 168 | 526 | 23 694 | 23 655 | 678 | 24 333 |
| Assainissement du milieu | 6 413 | 455 | 6 868 | 6 858 | 351 | 7 209 |
| Total II | 29 581 | 981 | 30 562 | 30 513 | 1 029 | 31 542 |
| III. Services de secours | | | | | | |
| Aide aux grands nécessiteux | 2 814 | 13 809 | 16 623 | 2 868 | 15 914 | 18 782 |
| Services de secours et d'assistance sociale | 4 456 | 1 | 4 457 | 4 872 | 1 | 4 873 |
| Abris | 1 094 | 256 | 1 350 | 1 116 | 198 | 1 314 |
| Total III | 8 364 | 14 066 | 22 430 | 8 856 | 16 113 | 24 969 |
| IV. Services opérationnels | | | | | | |
| Approvisionnements et transports | 8 486 | 338 | 8 824 | 10 091 | 29 | 10 120 |
| Architecture et génie civil | 4 378 | 0 | 4 378 | 4 735 | 0 | 4 735 |
| Unités de production et unités autonomes | 0 | 0 | 0 | 123 | 0 | 123 |
| Total IV | 12 864 | 338 | 13 202 | 14 949 | 29 | 14 978 |
| V. Services communs | | | | | | |
| Direction générale | 11 047 | 0 | 11 047 | 11 580 | 0 | 11 580 |
| Administration | 15 087 | 0 | 15 087 | 18 175 | 0 | 18 175 |
| Total V | 26 134 | 0 | 26 134 | 29 755 | 0 | 29 755 |
| TOTAL, FONDS GENERAL | 179 957 | 17 032 | 196 989 | 189 466 | 18 810 | 208 276 |
| B. ACTIVITES EN COURS | | | | | | |
| Services d'enseignement | 3 97 | 92 | 4 063 | 4 406 | 100 | 4 506 |
| Services de santé | 4 71 | 6 567 | 11 279 | 5 294 | 8 985 | 14 279 |
| Services de secours | 210 | 2 | 212 | 244 | 2 | 246 |
| Services opérationnels | 0 | 0 | 0 | 14 | 0 | 14 |
| Services communs | 0 | 0 | 0 | 22 | 0 | 22 |
| TOTAL, ACTIVITES EN COURS | 8 893 | 6 661 | 15 554 | 9 980 | 9 087 | 19 067 |
| C. TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET PROJETS SPECIAUX | | | | | | |
| Services d'enseignement | 10 903 | 0 | 10 903 | 8 846 | 0 | 8 846 |
| Services de santé | 3 439 | 0 | 3 439 | 2 534 | 0 | 2 534 |
| Services de secours | 507 | 0 | 507 | 1 247 | 0 | 1 247 |
| Services opérationnels | 0 | 0 | 0 | 556 | 0 | 556 |
| Services communs | 55 | 0 | 55 | 1 788 | 0 | 1 788 |
| TOTAL, TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET PROJETS SPECIAUX | 14 904 | 0 | 14 904 | 14 971 | 0 | 14 971 |
| TOTAL GENERAL | 203 754 | 23 693 | 227 447 | 214 417 | 27 897 | 242 314 |

E. Dépenses de personnel

17. Comme l'indiquent les parties I et II du tableau 2, les dépenses de personnel constituent une part importante du budget de fonctionnement de l'Office. Ces dépenses sont étroitement contrôlées et suivies tout au long de l'exercice. Les principes ci-après ont été retenus pour établir le budget de 1990 : a) autoriser un accroissement des effectifs affectés aux programmes d'enseignement, de santé et de secours, afin de faire face aux besoins accrus résultant de l'augmentation du nombre de bénéficiaires; b) augmenter les effectifs relevant des programmes de santé et de secours, en vue d'améliorer quelque peu la qualité des services fournis aux réfugiés dans le cadre de ces programmes; c) autoriser un renforcement limité des effectifs des services opérationnels et des services communs pour faire face à l'augmentation des besoins en matière d'appui aux programmes. Le tableau d'effectifs de l'Office figure au tableau 3, qui indique en outre les sources de financement (budget ordinaire de l'ONU et fonds extra-budgétaires) ainsi que le nombre total de personnes employées. Les efforts visant à améliorer la productivité du personnel se poursuivent : un programme de formation plus étendu a été appliqué à l'ensemble de l'Office et des améliorations ont été apportées au matériel utilisé ainsi qu'aux installations.

18. Lorsque le budget pour 1990 a été examiné, le nombre total de postes locaux était de 18 111. Il est prévu de créer en 1990 309 postes supplémentaires.

F. Dépenses autres que les dépenses de personnel

19. Les dépenses augmenteront en 1990 en ce qui concerne l'entretien des bâtiments et des installations, les fournitures, le remplacement du matériel hors d'usage et les services hospitaliers subventionnés, dans tous les secteurs. Les prévisions de dépenses pour 1990 au titre des biens et services s'élèvent à 73,1 millions de dollars, contre 65 millions de dollars en 1989. Cette augmentation est due principalement au renchérissement des fournitures

Tableau 2

Etat récapitulatif des prévisions budgétaires
(Fonds général et activités en cours), par objet
de dépense et selon l'origine des fonds (budget
ordinaire et fonds extra-budgétaires)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

| | <u>1989</u> Crédits ouverts | <u>1990</u> Prévisions budgétaires |
|--|-----------------------------------|--|
| I. <u>Dépenses imputées sur le budget ordinaire de l'ONU</u> | | |
| Postes permanents (internationaux) | 7 534 | 7 803 |
| II. <u>Dépenses de personnel imputées sur le budget de l'Office</u> | | |
| Postes permanents | | |
| Postes internationaux | 1 161 | 1 369 |
| Postes locaux | 138 827 | 145 049 |
| III. <u>Autres dépenses imputées sur le budget de l'Office</u> | | |
| Services | 16 710 | 17 899 |
| Dépenses opérationnelles | 1 240 | 3 348 |
| Fournitures | 12 978 | 14 999 |
| Construction et matériel | 5 076 | 5 453 |
| Locaux | 2 823 | 2 725 |
| Dons et subventions | 3 724 | 3 685 |
| Remboursements et transferts de ressources provenant des unités de production | (1 223) | (2 884) |
| Total partiel | 188 850 | 199 446 |
| IV. <u>Fournitures et services en nature</u> | 23 693 | 27 897 |
| Total général | <u>212 543</u> | <u>227 343</u> |

Tableau 3

Tableau d'effectifs a/

| | Postes permanents imputés sur le budget ordinaire de l'ONU | | Postes permanents imputés sur le budget de l'Office | | Postes fournis par l'Unesco et l'OMS | | Total général | |
|--|---|------|---|--------|--|------|---------------|--------|
| | 1989 | 1990 | 1989 | 1990 | 1989 | 1990 | 1989 | 1990 |
| Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur | | | | | | | | |
| Secrétaire général adjoint | 1 | 1 | - | - | - | - | 1 | 1 |
| Sous-Secrétaire général | 1 | 1 | - | - | - | - | 1 | 1 |
| D-2 | 1 | 1 | - | - | 1 | 1 | 2 | 2 |
| D-1 | 10 | 10 | - | - | - | - | 11 | 11 |
| P-5 | 16 | 16 | 5 | 5 | 5 | 5 | 26 | 26 |
| P-4 | 36 | 36 | 8 | 9 | 14 | 14 | 58 | 59 |
| P-3 | 15 | 15 | - | - | - | - | 15 | 15 |
| P-2/1 | 2 | 2 | 5 | 5 | - | - | 7 | 7 |
| Total partiel | 82 | 82 | 18 | 19 | 21 | 21 | 121 | 122 |
| Agents des services généraux | | | | | | | | |
| Toutes classes | 10 | 10 | - | - | - | - | 10 | 10 |
| Total partiel | 10 | 10 | - | - | - | - | 10 | 10 |
| Personnel local | | | | | | | | |
| G-18 | | | 14 | 14 | | | 14 | 14 |
| 17 | | | 11 | 13 | | | 11 | 13 |
| 16 | | | 81 | 84 | | | 81 | 84 |
| 15 | | | 117 | 123 | | | 117 | 123 |
| 14 | | | 211 | 221 | | | 211 | 221 |
| 13 | | | 66 | 65 | | | 66 | 65 |
| 12 | | | 326 | 358 | | | 326 | 358 |
| 11 | | | 219 | 221 | | | 219 | 221 |
| 10 | | | 2 597 | 2 607 | | | 2 597 | 2 607 |
| 9 | | | 2 090 | 2 095 | | | 2 090 | 2 095 |
| 8 | | | 4 834 | 4 891 | | | 4 834 | 4 891 |
| 7 | | | 1 481 | 1 512 | | | 1 481 | 1 512 |
| 6 | | | 1 132 | 1 210 | | | 1 132 | 1 210 |
| 5 | | | 948 | 1 005 | | | 948 | 1 005 |
| 4 | | | 392 | 393 | | | 392 | 393 |
| 3 | | | 186 | 192 | | | 186 | 192 |
| 2 | | | 459 | 451 | | | 459 | 451 |
| 1 | | | 2 947 | 2 965 | | | 2 947 | 2 965 |
| Total partiel | - | - | 18 111 | 18 420 | - | - | 18 111 | 18 420 |
| Total général | 92 | 92 | 18 129 | 18 439 | 21 | 21 | 18 242 | 18 552 |

a/ Trente-quatre postes internationaux et 245 postes locaux n'ont pas été inclus dans ce tableau pour 1989. Correspondant à des emplois de courte durée, ces postes sont financés à l'aide de fonds extra-budgétaires recueillis aux fins de la poursuite des opérations d'urgence au Liban, sur la Rive occidentale et à Gaza.

VI. PROGRAMMES

20. En 1990, le programme d'enseignement représentera environ 49,7 % du montant total du budget, les services de santé 20 %, les services de secours 10,9 %, les services opérationnels 6,4 % et les services communs 13 %. Chacun de ces programmes de fond est décrit ci-après.

A. Enseignement

21. Le programme d'enseignement de l'Office comprend des services d'enseignement primaire (élémentaire et supérieur) et des services de formation professionnelle et technique dispensés dans des centres gérés par l'Office. Un modeste programme de bourses d'étude permet d'aider de jeunes étudiants réfugiés qui souhaitent poursuivre des études supérieures dans la zone d'activité de l'Office ou à proximité. Actuellement, dans le cadre du programme d'enseignement général (primaire - élémentaire et supérieur), 355 000 enfants suivent des cours dans 638 écoles de l'Office, qui ont un effectif de 10 459 enseignants. En outre, 9 635 étudiants réfugiés inscrits dans des écoles publiques et privées du Liban reçoivent une aide financière de l'Office. On prévoit que le nombre d'élèves relevant de l'Office augmentera d'environ 4 250 pour l'année scolaire 1990/91, de sorte qu'il faudra recruter 115 nouveaux enseignants à l'automne de 1990.

22. Des services de formation professionnelle et technique sont assurés dans huit centres situés dans la zone d'activité de l'Office, qui peuvent accueillir 5 046 étudiants réfugiés de Palestine. La nature et la teneur des programmes d'études sont constamment remises à jour par l'Office, de manière à donner aux étudiants les meilleures chances de trouver un emploi et de participer au développement de la région. Pour l'année scolaire en cours, l'Office a octroyé 450 bourses d'études universitaires.

23. En établissant le budget de son programme général d'enseignement pour 1990, l'Office a décidé d'appliquer les principes directeurs suivants pendant l'année scolaire 1990/91 :

a) Augmenter, dans l'enseignement primaire (élémentaire et supérieur), le nombre d'instituteurs, de chefs d'établissement et de surveillants de manière à faire face à l'accroissement naturel des effectifs scolaires;

b) Augmenter, dans certains secteurs, le nombre de postes affectés aux services d'appui, en vue d'assurer une utilisation plus efficace des ressources revenant au programme d'enseignement;

c) Renforcer le programme de formation professionnelle moyennant la mise au point et l'introduction de nouveaux programmes d'études et le transfert de ressources précédemment affectées à des programmes d'études qui sont progressivement abandonnés faute de correspondre encore à la formation dont les étudiants ont besoin pour trouver un emploi.

24. Le coût estimatif du programme d'enseignement en 1990 se chiffre à 120,4 millions de dollars, soit une augmentation de 0,6 %. La majoration concernant le Siège s'explique par l'inclusion d'une somme correspondant à la hausse des dépenses de personnel dans l'ensemble de l'Office. Le tableau 4 donne la ventilation des dépenses pour l'ensemble de la zone d'activité de l'Office.

Tableau 4

Services d'enseignement

| | Gaza | Liban | République arabe syrienne | Jordanie | Rive occidentale | Siège | Total |
|--|--------|--------|---------------------------------|----------|---------------------|-----------|---------|
| (En milliers de dollars E.-U.) | | | | | | | |
| Dépenses de 1988 | 30 919 | 5 498 | 11 668 | 43 340 | 18 136 | 2 820 | 112 381 |
| Prévisions de dépenses approuvées pour 1989 | 32 893 | 8 520 | 13 136 | 43 075 | 18 866 | 3 137 | 119 627 |
| Prévisions de dépenses pour 1990 | 32 920 | 10 756 | 17 179 | 29 791 | 16 018 | 13 719 a/ | 120 383 |
| Nombre d'élèves | | | | | | | |
| 1989/90 | 94 002 | 34 396 | 55 365 | 135 630 | 40 686 | - | 360 079 |
| 1990/91 | 95 133 | 34 964 | 56 540 | 136 935 | 40 938 | - | 364 510 |
| Personnel local des services d'enseignement | | | | | | | |
| 1989 | 2 984 | 1 475 | 1 907 | 4 338 | 1 781 | 64 | 12 549 |
| 1990 | 3 022 | 1 495 | 1 945 | 4 385 | 1 793 | 64 | 12 704 |

a/ Y compris réserve pour les dépenses de personnel de l'ensemble de l'Office (voir par. 24).

B. Santé

25. Des soins de santé primaires sont assurés dans le cadre de services de médecine curative et préventive et de programmes de santé maternelle et infantile; un réseau de 100 centres de santé, dispensaires, hôpitaux, laboratoires et centres de rééducation dessert environ 2,1 millions de réfugiés de Palestine admis à bénéficier de ces soins.

26. L'Office assure les services d'assainissement suivants dans 61 camps de réfugiés et de personnes déplacées : approvisionnement en eau potable, enlèvement des ordures, évacuation des eaux usées, drainage des eaux de pluie et lutte contre les insectes et rongeurs vecteurs de maladies.

27. Les buts visés dans le projet de budget pour 1989 sont les suivants : améliorer l'efficacité du programme de soins de santé; instituer de nouveaux programmes de prévention et de traitement des maladies non transmissibles; donner plus d'ampleur aux programmes de planification familiale et d'enseignement sanitaire. Ces innovations s'ajoutent à d'autres améliorations apportées à des programmes en cours d'exécution dans les domaines de la santé maternelle et de la médecine préventive et curative. Enfin, un important réaménagement du programme d'alimentation d'appoint a été entrepris en 1988 et s'accélérera en 1990, car il est prévu d'augmenter le nombre de centres sanitaires équipés pour surveiller et déceler les carences affectant le développement des enfants et pour leur fournir l'appoint nutritionnel indispensable.

28. Le coût estimatif du programme de santé se chiffre à 48,4 millions de dollars en 1990, soit, par rapport à 1989, une augmentation d'environ 6,8 %, due aux innovations susmentionnées et à la hausse du coût des fournitures. La majoration concernant le Siège s'explique par l'inclusion d'une somme correspondant à la hausse des dépenses de personnel dans l'ensemble de l'Office. Le tableau 5 donne la ventilation des dépenses pour l'ensemble de la zone d'activité de l'Office.

Tableau 5

Services de santé

| | Gaza | Liban | République arabe syrienne | Jordanie | Rive occidentale | Siège | Total |
|--|---------|---------|---------------------------------|----------|---------------------|----------|-----------|
| (En milliers de dollars E.-U.) | | | | | | | |
| Dépenses de 1988 | 9 631 | 4 530 | 4 104 | 9 765 | 9 030 | 1 347 | 38 407 |
| Prévisions de dépenses approuvées pour 1989 | 11 702 | 6 493 | 5 056 | 9 710 | 10 808 | 1 511 | 45 280 |
| Prévisions de dépenses pour 1990 | 11 428 | 7 517 | 6 453 | 9 068 | 10 300 | 3 589 a/ | 48 355 |
| Nombre de bénéficiaires | | | | | | | |
| 1989 | 393 090 | 235 625 | 225 261 | 750 560 | 286 312 | - | 1 890 848 |
| 1990 | 432 212 | 261 898 | 251 460 | 845 436 | 319 761 | - | 2 110 767 |
| Personnel local des services de santé | | | | | | | |
| 1989 | 843 | 532 | 428 | 805 | 620 | 14 | 3 242 |
| 1990 | 865 | 556 | 433 | 827 | 643 | 14 | 3 338 |

a/ Y compris réserve pour les dépenses de personnel de l'ensemble de l'Office (voir par. 28).

C. Secours

29. Le principal objectif du programme de secours de l'Office est d'aider les familles de réfugiés indigents, grâce à un programme d'aide aux grands nécessiteux, qui comporte la distribution de denrées alimentaires de base, de couvertures et de vêtements, ainsi qu'une aide au logement. Actuellement, 146 800 personnes bénéficient de ce programme. Des subventions en espèces d'un montant limité sont versées aux grands nécessiteux et des programmes de formation pour adultes sont également organisés en vue d'aider les ménages à accroître leur revenu. Vu les difficultés économiques croissantes qui sévissent dans la zone d'activité de l'Office, on prévoit que 10 420 personnes de plus demanderont à bénéficier de ce programme en 1990. Les vivres et les vêtements sont distribués aux bénéficiaires par l'intermédiaire d'un réseau de centres de distribution et d'unités subsidiaires qui couvre tous les camps. Les distributions de vivres sont mensuelles ou bimensuelles et celles de vêtements ont lieu deux fois par an.

30. Le développement du programme de secours comporte deux volets : premièrement, on perfectionne les services actuellement dispensés aux réfugiés palestiniens, en améliorant la qualité des prestations matérielles fournies aux grands nécessiteux et la compétence du personnel employé par l'Office pour assurer ces services. Deuxièmement, on donnera plus d'ampleur, d'une part aux programmes spécialisés en faveur des handicapés, de manière à couvrir tous les secteurs du ressort de l'Office, et, d'autre part, aux programmes de travail indépendant générateur de revenu, qui visent à aider les grands nécessiteux à améliorer leur sort.

31. Le coût estimatif du programme de secours se chiffre à 26,5 millions de dollars en 1990, soit, par rapport à 1989, une augmentation d'environ 14,3 %, due à un accroissement du nombre de cas de grands nécessiteux, à la hausse du coût des fournitures et à l'expansion projetée du programme (voir plus haut). La majoration concernant le Siège s'explique par l'inclusion d'une somme correspondant à la hausse des dépenses de personnel dans l'ensemble de l'Office. Le tableau 6 donne la ventilation des dépenses pour l'ensemble de la zone d'activité de l'Office.

Tableau 6

Services de secours

| | Gaza | Liban | République arabe syrienne | Jordanie | Rive occidentale | Siège | Total |
|--|---------|---------|---------------------------------|----------|---------------------|-----------------|-----------|
| (En milliers de dollars E.-U.) | | | | | | | |
| Dépenses de 1988 | 5 371 | 3 696 | 1 362 | 5 286 | 2 038 | 641 | 18 394 |
| Prévisions de dépenses approuvées pour 1989 | 6 518 | 4 943 | 2 096 | 4 852 | 3 854 | 886 | 23 149 |
| Prévisions de dépenses pour 1990 | 6 956 | 5 983 | 2 808 | 5 132 | 4 347 | 1 236 <u>a/</u> | 26 462 |
| Nombre de bénéficiaires | | | | | | | |
| Réfugiés ordinaires | | | | | | | |
| 1989 | 319 863 | 241 632 | 231 493 | 772 630 | 290 299 | - | 1 855 917 |
| 1990 | 333 057 | 255 510 | 245 327 | 824 816 | 311 962 | - | 1 970 672 |
| Grands nécessiteux | | | | | | | |
| 1989 | 44 500 | 36 300 | 13 100 | 30 700 | 22 200 | - | 146 800 |
| 1990 | 48 060 | 39 200 | 13 750 | 32 230 | 23 980 | - | 157 220 |
| Personnel local du programme de secours | | | | | | | |
| 1989 | 163 | 77 | 65 | 119 | 114 | 10 | 548 |
| 1990 | 173 | 95 | 70 | 122 | 118 | 10 | 588 |

a/ Y compris réserve pour dépenses de personnel de l'ensemble de l'Office (voir par. 31).

D. Services opérationnels

32. Les trois programmes de fond de l'Office sont étayés par un service d'approvisionnement et de transport et un service d'architecture et de génie civil. Le premier s'occupe des achats et assure le transport de marchandises et de personnes dans toute la zone d'activité. En 1989, 51 750 tonnes de produits de base et 6 000 tonnes de marchandises auront été acheminées par un réseau d'entrepôts centraux et secondaires avant d'être distribuées aux bénéficiaires des programmes de l'Office, qui utilise son parc automobile pour le transport des produits de base et des marchandises, l'enlèvement des ordures, l'approvisionnement en eau et les services d'entretien des égouts, ainsi que pour les transports requis par les programmes d'enseignement, de santé et de secours. Au total, l'Office dispose de 703 véhicules, dont l'entretien est assuré par ses mécaniciens. Le coût estimatif des services opérationnels se chiffre à 10,6 millions de dollars en 1990, soit, par rapport à 1989, une augmentation de 20,5 %, due surtout à deux éléments : inscription d'une somme pour le dédouanement et le transport de fournitures sur la Rive occidentale et à Gaza (opérations précédemment financées par le Gouvernement israélien); inclusion dans le budget du Siège d'une somme correspondant à la hausse des dépenses de personnel dans l'ensemble de l'Office.

33. Le service d'architecture et de génie civil est chargé de l'élaboration des plans de toutes les nouvelles installations et de l'entretien des locaux existants. En 1989, le personnel aura travaillé à la conception de bâtiments représentant une valeur de 9,5 millions de dollars, supervisé des travaux de construction d'une valeur d'environ 33,5 millions de dollars et exécuté un programme d'entretien d'environ 3,2 millions de dollars. Le projet de budget du service est de 4,8 millions de dollars pour 1990, soit une augmentation de 9,5 % par rapport à 1989. Au demeurant, l'augmentation des coûts associés à la construction d'installations nouvelles est, dans la plupart des cas, imputée directement sur le Fonds de construction.

34. L'augmentation de l'effectif des services opérationnels n'est que de 1,3 % par rapport à 1989. Le tableau 7 donne la ventilation du coût de cet appui aux programmes de fond exécutés dans la zone d'activité de l'Office.

Tableau 7

Services opérationnels

| | Gaza | Liban | République arabe syrienne | Jordanie | Rive occidentale | Siège | Total |
|--|-------|-------|---------------------------------|----------|---------------------|-----------------|--------|
| (En milliers de dollars E.-U.) | | | | | | | |
| Dépenses de 1988 | 2 510 | 1 453 | 1 651 | 2 372 | 2 120 | 4 168 | 14 274 |
| Prévisions de dépenses approuvées pour 1989 | 2 231 | 1 213 | 1 485 | 2 093 | 2 196 | 3 984 | 13 202 |
| Prévisions de dépenses pour 1990 | 2 581 | 1 572 | 1 902 | 1 738 | 3 087 | 4 668 <u>a/</u> | 15 548 |
| Personnel local des services opérationnels | | | | | | | |
| 1989 | 234 | 178 | 127 | 110 | 148 | 40 | 837 |
| 1990 | 236 | 181 | 129 | 111 | 151 | 40 | 848 |

a/ Y compris réserve pour les dépenses de personnel de l'ensemble de l'Office (voir par. 32).

E. Services communs

35. Les services communs, qui contribuent à l'exécution de tous les programmes de l'Office, relèvent de deux domaines distincts : direction générale et services d'administration. La direction générale comprend le Commissaire général et son adjoint, les bureaux qui dépendent directement d'eux (Service administratif, Bureau du Coordonnateur des opérations, Services des relations extérieures, de l'information, de la vérification interne des comptes et Service de la planification et de l'évaluation des programmes), le Département des affaires juridiques et les bureaux des directeurs des programmes opérationnels. Les services d'administration assurent le fonctionnement des secteurs suivants : finances, personnel et traitement de l'informatique.

36. Le projet de budget des services communs s'élève en 1990 à 31,6 millions de dollars, soit, par rapport à 1989, une augmentation de 20,5 % due essentiellement à l'inclusion dans le budget du siège de l'ensemble des réserves de l'Office, comme les réserves au titre de l'inflation et au titre des dépenses de personnel. L'augmentation du nombre de postes n'est que de 0,7 % par rapport à 1989. Le tableau 8 donne la ventilation du coût de ces services d'appui dans la zone d'activité de l'Office.

Tableau 8

Services communs

| | Gaza | Liban | République arabe syrienne | Jordanie | Rive occidentale | Siège | Total |
|--|-------|-------|---------------------------------|----------|---------------------|-----------|--------|
| (En milliers de dollars E.-U.) | | | | | | | |
| Dépenses de 1988 | 2 166 | 1 727 | 2 246 | 2 343 | 2 526 | 14 918 | 25 926 |
| Prévisions de dépenses approuvées pour 1989 | 2 075 | 1 677 | 1 545 | 2 713 | 2 532 | 15 647 | 26 189 |
| Prévisions de dépenses pour 1990 | 2 261 | 1 935 | 1 860 | 2 213 | 2 476 | 20 821 a/ | 31 566 |
| Personnel local des services communs | | | | | | | |
| 1989 | 158 | 162 | 105 | 147 | 212 | 151 | 935 |
| 1990 | 159 | 162 | 105 | 147 | 214 | 155 | 942 |

a/ Y compris réserves pour les dépenses de personnel de l'ensemble de l'Office (voir par. 36).

37. Le tableau 9 donne la ventilation de l'ensemble du budget.

Tableau 9

Ensemble des services

| | Gaza | Liban | République arabe syrienne | Jordanie | Rive occidentale | Siège | Total |
|--|--------|--------|---------------------------------|----------|---------------------|--------|---------|
| (En milliers de dollars E.-U.) | | | | | | | |
| Dépenses de 1988 | 50 597 | 16 904 | 21 031 | 63 106 | 33 850 | 23 894 | 209 382 |
| Prévisions de dépenses approuvées pour 1989 | 55 419 | 22 846 | 23 318 | 62 443 | 38 256 | 25 165 | 227 447 |
| Prévisions de dépenses pour 1990 | 56 146 | 27 763 | 30 202 | 47 942 | 36 228 | 44 033 | 242 314 |
| Personnel local | | | | | | | |
| 1989 | 4 382 | 2 424 | 2 632 | 5 519 | 2 875 | 279 | 18 111 |
| 1990 | 4 455 | 2 489 | 2 682 | 5 592 | 2 919 | 283 | 18 420 |

VII. FINANCEMENT DU BUDGET DE 1990

38. Le tableau ci-après donne la ventilation des ressources en espèces et des apports en nature requis pour le budget de 1990.

| | <u>Ressources en espèces</u> | <u>Apports en nature</u> | <u>Total</u> |
|---|----------------------------------|------------------------------|--------------|
| (En millions de dollars des Etats-Unis) | | | |
| A. Fonds général | 189,4 | 18,8 | 208,2 |
| B. Fonds affectés à des activités en cours | 10,0 | 9,1 | 19,1 |
| C. Fonds affectés à des travaux de construction et à des projets spéciaux | 15,0 | - | 15,0 |
| Total | <u>214,4</u> | <u>27,9</u> | <u>242,3</u> |

39. A l'exception du fonds de roulement limité dont il dispose, l'Office n'a pas de réserves dans lesquelles il pourrait puiser pour financer le budget de 1990. Il dépend entièrement, pour le financement de ses programmes en 1990, des contributions que les donateurs lui versent habituellement soit en espèces, soit en nature (dans ce dernier cas, généralement sous la forme de produits de base et de services).

A. Ressources en espèces

40. Pour poursuivre l'exécution de ses programmes d'enseignement, de santé et de secours en 1990, l'Office aura besoin de 189,4 millions de dollars en espèces à porter au crédit du Fonds général, alors que le montant estimatif des ressources en espèces de 1989 s'élève à 179,3 millions de dollars. Pour les fonds spécialement affectés aux activités en cours, on prévoit que les donateurs actuels continueront de verser des contributions qui se chiffreront à 10 millions de dollars, soit environ 1,1 million de dollars de plus qu'en 1989. Outre les ressources en espèces susmentionnées, il faudra 15 millions de dollars pour financer les travaux de construction et les projets spéciaux en 1990. Des contributions spéciales seront sollicitées à ces fins.

B. Apports en nature

41. Pour 1990, le montant des apports en nature dont l'Office a besoin est estimé à 27,9 millions de dollars, soit, par rapport à 1989, une augmentation de 4,2 millions de dollars, due dans une large mesure à la hausse des prix du marché des produits de base. Plusieurs donateurs fournissent régulièrement à l'Office des contributions en nature sous forme de produits de base et de services, et l'on prévoit que ces contributions seront suffisantes en 1990, à l'exception, peut-être, des fournitures de farine.

Note

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 13 (A/44/13).

ANNEXE I

Aide fournie directement par les gouvernements aux réfugiés de Palestine a/

(1er juillet 1988-30 juin 1989)

Note : Tous les chiffres ci-dessous ont été fournis par les gouvernements intéressés et sont exprimés en dollars des Etats-Unis, la conversion étant effectuée aux taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU.

| | Egypte <u>b/</u> | Israël <u>c/</u> | Jordanie | Liban <u>c/</u> | République arabe syrienne |
|---|------------------|------------------|-------------|-----------------|---------------------------------|
| Enseignement | 118 000 000 | | 74 359 531 | | 23 724 889 |
| Protection sociale) | | | 3 874 294 | | 1 208 341 |
|) 5 000 000 | | | | | |
| Services médicaux) | | | 19 503 908 | | 962 868 |
| Logement et services) publics) | | | 7 071 212 | | 3 696 429 |
|) | | | | | |
| Services de sécurité) 255 000 000 <u>d/</u> | | | 5 590 534 | | 2 560 446 |
|) | | | | | |
| Services) | | | | | |
| administratifs) | | | | | |
| et autres services) | | | 12 223 187 | | 25 102 410 |
| Total | 378 000 000 | | 122 622 666 | | 57 255 383 |

a/ Cette assistance a été fournie directement aux réfugiés, en sus des contributions versées à l'Office (voir annexe II).

b/ Pour la période du 1er juillet 1987 au 30 juin 1988.

c/ Chiffres non reçus.

d/ Il s'agit du logement et des services publics, des services de sécurité et des services administratifs et autres.

ANNEXE II

Contributions annoncées au 30 septembre 1989 pour le budget ordinaire de 1989 (Fonds général, activités en cours et projets)

(En dollars des Etats-Unis)

| Donateur | Ressources en espèces | Apports en nature | Total |
|--|--------------------------|----------------------|------------|
| I. Contributions de gouvernements | | | |
| Allemagne, République fédérale d' | 5 487 850 | - | 5 487 850 |
| Arabie saoudite | 1 200 000 | - | 1 200 000 |
| Australie | 2 176 514 | - | 2 176 514 |
| Autriche | 145 000 | - | 145 000 |
| Bahamas | 1 000 | - | 1 000 |
| Bahreïn | 15 000 | - | 15 000 |
| Barbade | 1 000 | - | 1 000 |
| Belgique | 439 024 | - | 439 024 |
| Brésil | 10 000 | - | 10 000 |
| Brunéi Darussalam | 10 000 | - | 10 000 |
| Canada | 8 143 000 | - | 8 143 000 |
| Chili | 5 000 | - | 5 000 |
| Chine | 50 000 | - | 50 000 |
| Chypre | 2 165 | - | 2 165 |
| Colombie | 2 095 | - | 2 095 |
| Danemark | 4 640 039 | - | 4 640 039 |
| Espagne | 1 709 511 | - | 1 709 511 |
| Etats-Unis d'Amérique | 61 300 000 | - | 61 300 000 |
| Finlande | 3 051 601 | - | 3 051 601 |
| France | 1 463 000 | 3 000 | 1 466 000 |
| Grèce | 75 000 | - | 75 000 |
| Inde | 14 000 | - | 14 000 |
| Indonésie | 8 000 | - | 8 000 |
| Iran, République islamique d' | 30 000 | - | 30 000 |
| Irlande | 103 000 | - | 103 000 |
| Islande | 9 500 | - | 9 500 |
| Israël | - | 459 000 | 459 000 |
| Italie | 11 017 000 | - | 11 017 000 |
| Jamahiriya arabe libyenne | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| Japon | 53 864 | 6 106 000 | 6 159 864 |
| Jordanie | - | 532 000 | 532 000 |
| Koweït | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| Liban | - | 455 | 455 |
| Luxembourg | 10 000 | - | 10 000 |
| Malaisie | 10 000 | - | 10 000 |
| Maldives | 1 000 | - | 1 000 |
| Maurice | 1 148 | - | 1 148 |

| Donateur | Ressources en espèces | Apports en nature | Total |
|--|--------------------------|----------------------|-------------|
| Monaco | 3 180 | - | 3 180 |
| Myanmar | 1 000 | - | 1 000 |
| Norvège | 9 214 578 | - | 9 214 578 |
| Nouvelle-Zélande | 70 000 | - | 70 000 |
| Pakistan | 18 215 | - | 18 215 |
| Pays-Bas | 2 770 602 | - | 2 770 602 |
| Philippines | 2 000 | - | 2 000 |
| Portugal | 25 000 | - | 25 000 |
| Qatar | 200 000 | - | 200 000 |
| République arabe syrienne | - | 69 875 | 69 875 |
| République de Corée | 10 000 | - | 10 000 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 9 122 000 | 2 000 | 9 124 000 |
| Saint-Siège | 20 000 | - | 20 000 |
| Sénégal | 2 000 | - | 2 000 |
| Sri Lanka | - | 2 000 | 2 000 |
| Suède | 14 025 558 | - | 14 025 558 |
| Suisse | 2 121 212 | 3 727 000 | 5 848 212 |
| Thaïlande | 14 038 | - | 14 038 |
| Tunisie | 9 000 | - | 9 000 |
| Turquie | 35 000 | - | 35 000 |
| Venezuela | 10 000 | - | 10 000 |
| Total partiel | 140 857 694 | 10 901 330 | 151 759 024 |

II. Contributions d'organisations intergouvernementales

| | | | |
|--|------------|------------|------------|
| Communauté européenne | 26 395 000 | 16 083 000 | 42 478 000 |
| Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND) | 749 000 | - | 749 000 |
| Total partiel | 27 144 000 | 16 083 000 | 43 227 000 |

III. Contributions de l'ONU et d'organismes des Nations Unies

| | | | |
|---------------|-----------|-----------|-----------|
| ONU | 7 843 000 | - | 7 843 000 |
| Unesco | - | 1 059 600 | 1 059 600 |
| PNUD | 49 750 | - | 49 750 |
| OMS | - | 363 030 | 363 030 |
| Total partiel | 7 892 750 | 1 422 630 | 9 315 380 |

| Donateur | Ressources en espèces | Apports en nature | Total |
|--|--------------------------|----------------------|-------------|
| <u>IV. Dons de sources non gouvernementales et autres</u> | | | |
| Arabian American Oil Company (ARAMCO) - Arabie saoudite | 220 000 | - | 220 000 |
| Australian Care for Refugees (Austcare) | 12 314 | - | 12 314 |
| Cairo-Amman Bank (Jordanie) | 16 729 | - | 16 729 |
| Co-operation for Development (Royaume-Uni) | 59 480 | - | 59 480 |
| Conseil danois pour les réfugiés | 135 000 | - | 135 000 |
| Deutsche Stiftung für UNO Fluchtlinge | 7 612 | - | 7 612 |
| Autorités de Gaza | - | 71 666 | 71 666 |
| Grindlays Bank (Jordanie) | 33 510 | - | 33 510 |
| Fonds commun jordano-palestinien | 8 539 | - | 8 539 |
| Fédération nationale des associations Unesco (Japon) | 10 044 | - | 10 044 |
| Conseil des Eglises du Proche-Orient | 32 520 | - | 32 520 |
| Conseil norvégien pour les réfugiés | 107 305 | - | 107 305 |
| OXFAM (Royaume-Uni) | 38 886 | - | 38 886 |
| Organisation de libération de la Palestine | 1 500 000 | - | 1 500 000 |
| Mission pontificale pour la Palestine | 60 000 | - | 60 000 |
| Qalqilia Charitable Fund | 15 000 | - | 15 000 |
| Save the Children Fund (Royaume-Uni) | 6 745 | - | 6 745 |
| Fédération suédoise de protection de l'enfance (Rädda Barnen) | 73 748 | - | 73 748 |
| Donateurs divers | 7 539 | 130 636 | 138 175 |
| Total partiel | 2 344 971 | 202 302 | 2 547 273 |
| Total | 178 239 415 | 28 609 262 | 206 848 677 |

ANNEXE III

Projets en cours entièrement financés par des donateurs en 1989

| Titre | En milliers de dollars des Etats-Unis |
|--|---|
| 1. Alimentation d'appoint, programme financé par la CEE | 14 182 |
| 2. Equipe sanitaire mobile (Gaza), financée par Rädä Barnen (Suède) | 214 |
| 3. Centre pour les aveugles (Gaza), financé par la Mission pontificale et d'autres donateurs | 247 |
| 4. Bourses universitaires, financées par l'ARAMCO | 68 |
| 5. Centres de formation de Ramallah (pour hommes et femmes), financés par le Gouvernement danois | 2 482 |
| 6. Equipe dentaire mobile (Jordanie), financée par le Conseil des Eglises du Proche-Orient | 14 |
| 7. Service dentaire de la polyclinique d'Amman (Jordanie), financé par le Conseil des Eglises du Proche-Orient | 12 |
| 8. Centre de formation professionnelle de Gaza, financé par le Gouvernement italien | 1 832 |
| 9. Hôpital de Qalqilia (Rive occidentale), financé par un donateur anonyme | 16 |
| | <hr/> 19 067 <hr/> |